

Gel de l'index ou perte du triple A?

LUXEMBOURG – La Chambre de commerce a émis de sérieux doutes sur le budget de l'État 2013 ce mercredi: trop de dépenses et des recettes surévaluées risquent de coûter le triple A au Luxembourg.



Le directeur général de la Chambre de commerce, Pierre Gramagna (centre), et le chef économiste, Carlo Thelen, ont présenté l'avis budgétaire entourés des coauteurs Christel Chatelain, Marc Wagener et Stéphanie Musialski. (photo: Chambre de commerce)

6

Recommander

1

Tweeter

0

Après le [syndicat des villes et communes luxembourgeoises](#) Syvicol lundi, la [Chambre des métiers](#) mardi, c'est la Chambre de commerce qui a rendu ce mercredi son avis sur le [budget de l'État 2013](#), et elle aussi se montre très critique et inquiète: «Le Luxembourg s'enfonce dans un déficit structurel. Les réponses apportées et les mesures de consolidation mises en œuvre jusqu'à présent n'ont pas permis une inversion de la tendance à la hausse du déficit». Les dettes étant désormais intégralement refinancées par de nouveaux emprunts, la Chambre de commerce estime que le Luxembourg risque de perdre son triple A d'ici 2014.

Diaporama

Avec une augmentation des dépenses de l'administration sociale de 7,6% contre une progression des recettes de seulement 2,4% il ressort de ces chiffres que «l'État luxembourgeois vit au-dessus de ses moyens. La Chambre de commerce estime que les réponses à la double crise, économique et budgétaire, données jusqu'à présent par le gouvernement sont insuffisantes». La crise qui frappe le Luxembourg ne fait, selon les analystes de la Chambre de commerce, que mettre en lumière les défauts structurels du pays.

Quelles sont les principales mesures d'économies pour 2013?

Pour sortir de l'ornière la Chambre de commerce propose notamment l'assainissement des finances publiques. Celui-ci s'appuierait notamment sur un gel de l'indexation des salaires pour 2013 et 2014 (mesure qui serait accompagnée d'une étude sur la désindexation généralisée de l'économie). Autre proposition qui risque de faire réagir: l'alignement du congé parental sur la norme européenne. Des mesures très certainement impopulaires, mais nécessaires selon la Chambre de commerce: «À politique (quasiment) inchangée, l'administration publique luxembourgeoise éprouvera, avec l'Espagne, le déficit le plus élevé».